

NORME CANADIENNE 13-101

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
DE DONNÉES, D'ANALYSE
ET DE RECHERCHE (SEDAR)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE — TITRE

PARTIE 1 — DÉFINITIONS ET
INTERPRÉTATION

- 1.1 Définitions
1.2 Interprétation

PARTIE 2 — LES RÈGLES DU DÉPÔT
ÉLECTRONIQUE

- 2.1 Les déposants assujettis
au dépôt électronique
2.2 Les documents à déposer
en format électronique
2.3 Les documents à déposer
en format papier
2.4 La méthode de dépôt électronique
2.5 L'abonnement au service de dépôt
2.6 Les heures de transmission
des dossiers électroniques
2.7 La date du dépôt
2.8 Le paiement du droit de dépôt

PARTIE 3 — LES DISPENSES DU
DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

- 3.1 La dispense pour difficultés temporaires
3.2 La dispense pour difficultés persistantes
3.3 La dispense pour les documents
préexistants

PARTIE 4 — LA PRÉPARATION
ET LA TRANSMISSION DES
DOSSIERS ÉLECTRONIQUES

- 4.1 Le Manuel du déposant SEDAR
4.2 L'information de la page de présentation
4.3 Les signatures
4.4 L'intégration par renvoi
4.5 Les cartes et les photographies
4.6 Les mentions à l'encre rouge
4.7 Le format des documents
et le nombre d'exemplaires
4.8 La production de documents
en format électronique par
l'autorité en valeurs mobilières
4.9 La copie officielle des documents
en format électronique

NATIONAL INSTRUMENT 13-101

SYSTEM FOR ELECTRONIC
DOCUMENT ANALYSIS
AND RETRIEVAL (SEDAR)

TABLE OF CONTENTS

PART — TITLE

PART 1 — DEFINITIONS AND
INTERPRETATION

- 1.1 Definitions
1.2 Interpretation

PART 2 — ELECTRONIC FILING
REQUIREMENTS

- 2.1 Filers Required To Make
Electronic Filings
2.2 Documents to be Filed
in Electronic Format
2.3 Documents to be Filed
in Paper Format
2.4 Manner of Effecting Electronic Filings
2.5 Filing Service Subscribers
2.6 Hours for Transmission of
Electronic Filings
2.7 Date of Filing
2.8 Payment of Filing Fees

PART 3 — ELECTRONIC FILING
EXEMPTIONS

- 3.1 Temporary Hardship Exemption
3.2 Continuing Hardship Exemption
3.3 Exemption For
Pre-Existing Documents

PART 4 — PREPARATION AND
TRANSMISSION OF
ELECTRONIC FILINGS

- 4.1 SEDAR Filer Manual
4.2 Cover Page Information
4.3 Signatures
4.4 Incorporation by Reference
4.5 Maps and Photographs
4.6 Red Ink
4.7 Format of Documents
and Number of Copies
4.8 Production of Electronic Format
Documents By The Securities
Regulatory Authority
4.9 Official Copy of Electronic Format
Documents

PARTIE 5 — LE PROFIL DE DÉPOSANT	PAGE	PART 5 — FILER PROFILES
5.1 Le dépôt électronique de l'information du profil de déposant	13	5.1 Electronic Filing of Filer Profile Information
5.2 La responsabilité à l'égard de l'information du profil de déposant	13	5.2 Liability for Filer Profile Information
PARTIE 6 — LA TRANSITION AU DÉPÔT ÉLECTRONIQUE		PART 6 — TRANSITION TO ELECTRONIC FILING
6.1 Les émetteurs	13	6.1 Issuers
6.2 Les tiers déposants	13	6.2 Third Party Filers
6.3 Les documents déposés conjointement par un déposant par voie électronique et un déposant sur papier	13	6.3 Joint Filings Involving Both an Electronic Filer and a Paper Filer
6.4 Les profils d'émetteur	14	6.4 Filer Profiles
PARTIE 7 — DISPENSE		PART 7 — EXEMPTION
7.1 Dispense	14	7.1 Exemption
ANNEXE A LES DOCUMENTS À DÉPOSER EN FORMAT ÉLECTRONIQUE	15	APPENDIX A MANDATED ELECTRONIC FILINGS
ANNEXE B CALENDRIER D'INTÉGRATION AU SYSTÈME DE DÉPÔT ÉLECTRONIQUE	21	APPENDIX B PHASE-IN SCHEDULE FOR TRANSITION TO ELECTRONIC FILING
ANNEXE C L'AGENT RESPONSABLE	23	APPENDIX C REGULATOR
ANNEXE D LES DIRECTIVES CANADIENNES EN VALEURS MOBILIÈRES	25	APPENDIX D CANADIAN SECURITIES DIRECTIONS
ANNEXE E LA LÉGISLATION CANADIENNE EN VALEURS MOBILIÈRES	27	APPENDIX E CANADIAN SECURITIES LEGISLATION
ANNEXE F LES AUTORITÉS CANADIENNES EN VALEURS MOBILIÈRES	29	APPENDIX F CANADIAN SECURITIES REGULATORY AUTHORITIES

NORME CANADIENNE 13-101

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES,
D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)PARTIE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

1) Dans la présente norme, il faut entendre par :

« abonné au service de dépôt » : le déposant par voie électronique ou l'agent de dépôt qui conclut un contrat avec le fournisseur du service SEDAR en vue d'effectuer des dépôts électroniques au moyen de SEDAR;

« agent de dépôt » : la personne ou la société autorisée à effectuer un dépôt électronique pour le compte d'un déposant par voie électronique;

« agent responsable » : dans le territoire intéressé, la personne indiquée vis-à-vis du territoire en question à l'annexe C;

« autorité en valeurs mobilières » : dans le territoire intéressé, la commission de valeurs ou l'organisme de réglementation analogue indiqué vis-à-vis du nom du territoire en question à l'annexe F;

« date d'intégration » : la date, indiquée à l'annexe B, à partir de laquelle un déposant par voie électronique d'une catégorie donnée a l'obligation de déposer certains documents en format électronique au moyen de SEDAR;

« déposant par voie électronique » : la personne ou la société visée au paragraphe 1) de l'article 2.1 qui est tenue de se conformer à la présente norme;

« dépôt électronique » : le fait de déposer un dossier électronique selon la législation en valeurs mobilières ou les directives en valeurs mobilières;

« directives en valeurs mobilières » : dans le territoire intéressé, les textes énumérés vis-à-vis du territoire en question à l'annexe D;

« document justificatif » : tout document qui doit être déposé à l'occasion d'un dépôt effectué selon la législation ou les directives en valeurs mobilières;

« dossier électronique » : un document déposé en format électronique selon la législation ou les directives en valeurs mobilières;

« émetteur étranger (SEDAR) » : l'émetteur qui est constitué en vertu des lois d'un territoire étranger, sauf dans les deux cas suivants :

NATIONAL INSTRUMENT 13-101

SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT
ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)PART 1
DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1.1 Definitions

1) In this Instrument

"filing service subscriber" means an electronic filer or a filing agent that enters into an agreement with the SEDAR filing service contractor to make electronic filings through SEDAR;

"filing agent" means a person or company that is authorized to make an electronic filing on behalf of an electronic filer;

"regulator" means, for the local jurisdiction, a person referred to opposite the name of the local jurisdiction in Appendix C;

"securities regulatory authority" means, for the local jurisdiction, the securities commission or similar regulatory authority listed in Appendix F opposite the name of the local jurisdiction;

"phase-in date" means the date specified in Appendix B on and after which an electronic filer in a specified category is required to file specified documents in electronic format through SEDAR;

"electronic filer" means a person or company referred to in subsection 2.1(1) that is required to comply with this Instrument;

"electronic filing" means the act of filing a document under securities legislation or securities directions in electronic format;

"securities directions" means, for the local jurisdiction, the instruments listed in Appendix D opposite the name of the local jurisdiction;

"supporting document" means a document required to be filed in support of, or otherwise in connection with, a filing made under securities legislation or securities directions;

"electronic filing" means a document that is filed under securities legislation or securities directions in electronic format;

"foreign issuer (SEDAR)" means an issuer that is incorporated or organized under the laws of a foreign jurisdiction, unless

a) des titres donnant plus de 50 % des droits de vote pour l'élection des administrateurs sont détenus par des personnes ou des sociétés qui résident au Canada d'après l'adresse inscrite dans ses registres et celui-ci se trouve dans l'un des trois cas suivants :

i) la majorité des membres de la direction ou des administrateurs sont citoyens ou résidents canadiens ;

ii) plus de 50 % de son actif total est situé au Canada ;

iii) son activité est gérée principalement au Canada ;

b) une catégorie de titres de participation de l'émetteur est inscrite à la cote d'une bourse au Canada et aucun de ses titres de participation n'est inscrit à la cote d'une bourse ou n'est coté sur un marché organisé dans un territoire étranger;

« format électronique » : le format informatisé d'un document préparé et transmis conformément aux normes, aux procédures et aux directives exposées dans le Manuel du déposant SEDAR;

« format papier » : le format d'un document imprimé sur papier;

« fournisseur du service SEDAR » : CDS INC. ou un ayant-droit dûment chargé par l'autorité en valeurs mobilières d'assurer le service de dépôt électronique;

« information de la page de présentation » : l'information, définie dans le Manuel du déposant SEDAR, qui doit être déposée avec tout dossier électronique;

« législation en valeurs mobilières » : dans le territoire intéressé, la loi et les autres textes énumérés vis-à-vis du nom du territoire en question à l'annexe E;

« logiciel de dépôt SEDAR » : le logiciel fourni aux déposants par voie électronique et aux agents de dépôt par le fournisseur du service SEDAR dans le cadre d'une licence;

« Manuel du déposant SEDAR » : le Manuel du déposant SEDAR intégré par renvoi dans la présente norme en vertu de l'article 4.1;

« personne ou société » : pour l'application de la présente norme en Colombie-Britannique, une « person » au sens défini à l'article 1 du *Securities Act* (Colombie-Britannique) et pour l'application de la présente norme au Québec, une « personne » au sens où ce terme est utilisé dans la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec);

« profil de déposant » : l'ensemble d'informations qui composent le profil d'un déposant par voie électronique;

(a) voting securities carrying more than 50 percent of the votes for the election of directors are held by persons or companies whose last address as shown on the books of the issuer is in Canada and either

(i) the majority of the senior officers or directors of the issuer are citizens or residents of Canada, or

(ii) assets of the issuer representing more than 50 percent of the total of all assets of the issuer are located in Canada, or

(iii) the business of the issuer is administered principally in Canada; or

(b) the issuer has a class of its equity securities listed and posted for trading on a stock exchange in Canada and does not have any of its equity securities listed and posted for trading on a stock exchange or quoted in a published market in any foreign jurisdiction;

"electronic format" means the computerized format of a document prepared and transmitted in accordance with the standards, procedures and guidelines contained in the SEDAR Filer Manual;

"paper format" means the format of a document printed on paper;

"SEDAR filing service contractor" means CDS INC. or a successor appointed by the securities regulatory authority to provide services in respect of electronic filings;

"cover page information" means the information that is specified in the SEDAR Filer Manual and that is required to be filed as part of an electronic filing;

"securities legislation" means, for the local jurisdiction, the statute and other instruments listed in Appendix E opposite the name of the local jurisdiction;

"SEDAR filer software" means the software provided under license to electronic filers and filing agents by the SEDAR filing service contractor;

"SEDAR Filer Manual" means the SEDAR Filer Manual incorporated by reference in this Instrument under section 4.1;

"person or company", for the purpose of this Instrument in British Columbia, means "person" as defined in section 1 of the *Securities Act* (British Columbia), and for the purpose of this Instrument in Quebec, means "person" as used in the *Securities Act* (Quebec);

"filer profile" means a set of information providing a profile of an electronic filer;

« SEDAR » : le Système électronique de données, d'analyse et de recherche, qui désigne un système informatisé utilisé pour la transmission, la réception, l'acceptation, l'examen et la diffusion de documents déposés en format électronique ;

« territoire » : une province ou un territoire du Canada, sauf dans le terme « territoire étranger » ;

« territoire étranger » : un pays, ou une subdivision politique d'un pays, autre que le Canada ;

« territoire intéressé » : le territoire où se trouve l'autorité en valeurs mobilières qui adopte la présente norme ;

« tiers déposant » : la personne ou la société qui est tenue de déposer un document à la suite d'une activité touchant un émetteur ou les porteurs de celui-ci ;

« titre de participation » : tout titre d'un émetteur qui comporte le droit résiduel de participer au bénéfice et au partage en cas de liquidation.

1.2 Interprétation

1) Dans la présente norme, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le terme « document » s'entend aussi de toute « information » au sens donné à ce terme dans la législation ou les directives en valeurs mobilières.

2) Dans la présente norme, une référence à un document qu'on a l'obligation ou la faculté de déposer comprend tout document qu'on a l'obligation ou la faculté de déposer auprès de l'autorité en valeurs mobilières, ou de livrer, de fournir ou de présenter à celle-ci selon la législation ou les directives en valeurs mobilières.

3) Le dépôt d'un document en format électronique auprès de l'autorité en valeurs mobilières aux termes de la présente norme constitue :

a) le dépôt du document en question selon la législation ou les directives en valeurs mobilières, selon le cas, si le déposant a l'obligation ou la faculté de déposer ce document seulement selon la présente norme ;

b) le dépôt du document en question selon la législation ou les directives en valeurs mobilières, selon le cas, si le déposant a par ailleurs l'obligation ou la faculté de déposer ce document selon la législation ou les directives en valeurs mobilières ;

c) la délivrance du document en question si le déposant a l'obligation ou la faculté de le délivrer, de le fournir ou de le présenter à l'autorité en valeurs mobilières selon la législation ou les directives en valeurs mobilières.

"SEDAR" means the computer system for the transmission, receipt, acceptance, review and dissemination of documents filed in electronic format known as the System for Electronic Document Analysis and Retrieval;

"jurisdiction" means a province or territory of Canada except when used in the term foreign jurisdiction;

"foreign jurisdiction" means a country other than Canada or a political subdivision of a country other than Canada;

"local jurisdiction" means the jurisdiction in which the securities regulatory authority adopting or making this Instrument is situate;

"third party filer" means a person or company required to file a document because of an activity relating to or affecting an issuer or the issuer's securityholders; and

"equity security" means any security of an issuer that carries a residual right to participate in the earnings of the issuer and, upon the liquidation or winding up of the issuer, in its assets.

1.2 Interpretation

(1) In this Instrument, unless the context otherwise requires, "document" includes "information" and "material" as those words are used in securities legislation or securities directions, as applicable.

(2) In this Instrument, a reference to a document that is required or permitted to be filed includes a document that is required or permitted to be deposited or filed with, or delivered, furnished, provided or submitted to, the securities regulatory authority under securities legislation or securities directions, as applicable.

(3) The filing of a document in electronic format with the securities regulatory authority under this Instrument constitutes

(a) if the document is required or permitted to be filed only under this Instrument, the filing of that document under securities legislation or securities directions, as applicable;

(b) if the document is otherwise required or permitted to be filed under securities legislation or securities directions, the filing of that document under securities legislation or securities directions, as applicable; and

(c) if the document is required or permitted to be delivered, furnished, provided or submitted to the securities regulatory authority under securities legislation or securities directions, the delivery of that document.

4) Dans la présente norme, un « formulaire SEDAR » s'entend de l'un des formulaires SEDAR donnés en annexe du Manuel du déposant SEDAR.

5) Tout terme défini ou interprété dans la loi du territoire intéressé indiquée à l'annexe E, sans que cette définition ou interprétation soit limitée à une partie déterminée de cette loi, possède, dans la présente norme, la même signification, à moins que le contexte n'exige un sens différent.

6) Une disposition ou un renvoi à l'intérieur d'une disposition qui fait nommément référence à un territoire autre que le territoire intéressé est sans effet dans le territoire intéressé.

PARTIE 2

LES RÈGLES DU DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

2.1 Les déposants assujettis au dépôt électronique

1) Doivent se conformer à la présente norme les personnes ou les sociétés suivantes :

1. l'émetteur, à l'exception de l'émetteur étranger (SEDAR), qui a l'obligation ou se propose de déposer un document selon la législation ou les directives en valeurs mobilières;

2. l'émetteur étranger (SEDAR) qui dépose un avis d'exercice de choix en vue de devenir déposant par voie électronique auprès de l'autorité en valeurs mobilières de la manière prévue au paragraphe 2), à moins qu'il ait choisi de cesser d'effectuer des dépôts électroniques de la manière prévue au paragraphe 4);

3. le tiers déposant qui effectue un dépôt d'un type auquel la présente norme s'applique relativement à un émetteur assujetti à la présente norme.

2) L'émetteur étranger (SEDAR) qui a l'obligation ou se propose de déposer un document selon la législation ou les directives en valeurs mobilières peut choisir de s'assujettir à la présente norme en déposant un avis d'exercice de choix en format papier (formulaire SEDAR 5).

3) L'émetteur étranger (SEDAR) qui dépose un avis d'exercice de choix se conforme à la présente norme pour une période d'au moins deux ans à compter de la date de dépôt de l'avis.

4) L'émetteur étranger (SEDAR) qui dépose un avis d'exercice de choix peut cesser de se conformer à la présente norme à l'expiration de la période de deux ans en déposant un avis à cet effet en format électronique au moins 30 jours avant d'effectuer un dépôt non conforme à la présente norme.

(4) In this Instrument, a reference to a "SEDAR Form" refers to one of the several SEDAR forms appended to the SEDAR Filer Manual.

(5) Every term that is defined or interpreted in the statute of the local jurisdiction referred to in Appendix E, the definition or interpretation of which is not restricted to a specific portion of the statute, has, if used in this Instrument, the meaning ascribed to it in that statute unless the context otherwise requires.

(6) A provision or reference within a provision of this Instrument that specifically refers by name to a jurisdiction other than the local jurisdiction shall not have any effect in the local jurisdiction.

PART 2

ELECTRONIC FILING REQUIREMENTS

2.1 Filers Required To Make Electronic Filings

(1) The following persons or companies shall comply with this Instrument:

1. Every issuer, other than a foreign issuer (SEDAR), that is required or otherwise is proposing to file a document under securities legislation or securities directions.

2. Every foreign issuer (SEDAR) that files a notice of election to become an electronic filer in the manner provided in subsection (2), unless it has elected to cease making electronic filings in the manner provided in subsection (4).

3. Every third party filer that makes a filing of a type to which this Instrument applies concerning an issuer that is required to comply with this Instrument.

(2) A foreign issuer (SEDAR) that is required or otherwise is proposing to file a document under securities legislation or securities directions may elect to become subject to this Instrument by filing in paper format on SEDAR Form 5 a notice of election to become an electronic filer.

(3) A foreign issuer (SEDAR) that files a notice of election to become an electronic filer shall comply with this Instrument for at least two years after filing the notice of election.

(4) A foreign issuer (SEDAR) that files a notice of election to become an electronic filer may elect to cease complying with this Instrument at any time after the expiry of the two-year period by filing a notice to this effect in electronic format at least 30 days before making a filing that does not comply with this Instrument.

5) La personne ou la société qui n'a pas l'obligation de se conformer à la présente norme ne doit déposer aucun document au moyen de SEDAR.

2.2 Les documents à déposer en format électronique

1) Le déposant par voie électronique qui a l'obligation ou se propose de déposer l'un des documents suivants le fait en format électronique, conformément à la présente norme :

1. un document énuméré à l'annexe A;
2. une modification ou un supplément d'un document déposé en format électronique;
3. un document justificatif, une correspondance écrite ou tout autre écrit relié à un document déposé en format électronique;
4. un document qui doit être déposé parce qu'il a été envoyé par un émetteur à ses porteurs;
5. un document qui doit être déposé parce qu'il a été déposé auprès d'un organisme public ou d'une bourse situé à l'extérieur du territoire intéressé.

2) Le déposant par voie électronique peut faire une demande de dispense ou d'approbation selon la législation en valeurs mobilières en format électronique lorsque sont réunies les deux conditions suivantes :

- a) la demande se rapporte à un prospectus qui a été ou sera déposé en format électronique;
- b) la dispense ou l'approbation est jugée suffisamment nécessaire au placement des titres sur lesquels porte le prospectus.

2.3 Les documents à déposer en format papier

1) Les documents suivants ne sont pas déposés en format électronique :

1. un document qui doit ou peut être déposé sur une base confidentielle selon la législation ou les directives en valeurs mobilières;
2. un document dont on demande le traitement confidentiel en application de la législation ou des directives en valeurs mobilières, ou pour lequel on réclame le traitement confidentiel en vertu de la législation sur l'accès à l'information applicable;
3. un rapport sur le pétrole et le gaz qui est préparé et déposé comme document justificatif, sauf la partie qui constitue un résumé du rapport;

(5) A person or company that is not required to comply with this Instrument shall not file any document through SEDAR.

2.2 Documents to be Filed in Electronic Format

(1) An electronic filer that is required or otherwise is proposing to file any of the following documents shall file the documents in electronic format in accordance with this Instrument:

1. A document listed in Appendix A.
2. An amendment or supplement to a document filed in electronic format.
3. A supporting document, written correspondence or other written material relating to a document filed in electronic format.
4. A document required to be filed because it was sent by an issuer to its securityholders.
5. A document required to be filed because it was filed with a governmental agency or a stock exchange located outside the local jurisdiction.

(2) An electronic filer may file an application or request for exemptive relief from, or approval under, securities legislation in electronic format if

- (a) the application or request relates to a prospectus filed or to be filed in electronic format; and
- (b) the exemptive relief or approval being sought is reasonably required to facilitate a distribution of securities to which the prospectus relates.

2.3 Documents to be Filed in Paper Format

(1) The following shall not be filed in electronic format:

1. A document that is required or permitted to be filed on a confidential basis under securities legislation or securities directions.
2. A document for which confidential treatment is requested under securities legislation or securities directions or is claimed under applicable freedom of information legislation.
3. An oil and gas report that is prepared and filed as a supporting document, except for any part that is a summary of the report.

4. tout autre document dont le dépôt en format électronique n'est pas expressément exigé ou permis selon l'article 2.2, à moins que l'autorité en valeurs mobilières ait approuvé le dépôt en format électronique.

2) Si un document décrit au paragraphe 1), 1 qui a été déposé en format papier par un déposant par voie électronique est rendu public, le déposant le dépose en format électronique dans les 10 jours suivant le moment où il a été rendu public.

3) Si la demande de traitement confidentiel faite conformément à la législation en valeurs mobilières à l'égard d'un document déposé en format papier selon le paragraphe 1), 2 est rejetée, le déposant par voie électronique dépose le document en format électronique dans un délai de 10 jours à compter du rejet.

2.4 La méthode de dépôt électronique— Un document déposé en format électronique est transmis par voie électronique au moyen du logiciel de dépôt SEDAR de la manière prévue dans le Manuel du déposant SEDAR.

2.5 L'abonnement au service de dépôt — Avant d'effectuer un dépôt électronique au moyen de SEDAR, le déposant par voie électronique ou son agent de dépôt devient un abonné au service de dépôt ; à cette fin, il présente au fournisseur du service SEDAR la Demande d'abonnement au service de dépôt SEDAR sur le formulaire SEDAR 1 et adhère au Contrat d'abonnement au service de dépôt sur le formulaire SEDAR 2.

2.6 Les heures de transmission des dossiers électroniques— Les dossiers électroniques peuvent être transmis à l'autorité en valeurs mobilières au moyen de SEDAR tous les jours ouvrables entre 7 h et 23 h, heure normale de l'Est ou heure avancée de l'Est, à Toronto, et tout autre jour ou à toute autre heure que prévoit le Manuel du déposant SEDAR ou que l'autorité en valeurs mobilières annonce par voie de communiqué de presse.

2.7 La date du dépôt

1) Un document déposé en format électronique est déposé, pour l'application de la législation ou des directives en valeurs mobilières, le jour où la transmission électronique est achevée.

2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), un document déposé en format électronique est déposé, pour l'application de la législation ou des directives en valeurs mobilières du Québec, le jour où le document est récupéré en format électronique, à partir du système SEDAR, par la Commission des valeurs mobilières du Québec, plutôt que le jour où la transmission électronique est achevée.

4. A document, other than one referred to in paragraphs 1, 2 or 3, that is not required or permitted to be filed in electronic format under section 2.2, unless the securities regulatory authority has approved the filing of the document in electronic format.

(2) If a document that was filed in paper format under paragraph 1 of subsection (1) ceases to remain confidential because the subject matter of the document is generally disclosed, the electronic filer shall file a copy of the document in electronic format within 10 days following general disclosure.

(3) If a confidential treatment request made pursuant to securities legislation in respect of a document filed in paper format under paragraph 2 of subsection (1) is rejected, the electronic filer shall file a copy of the document in electronic format within 10 days following the rejection.

2.4 Manner of Effecting Electronic Filings — A document that is filed in electronic format shall be transmitted electronically using the SEDAR filer software in the manner required by the SEDAR Filer Manual.

2.5 Filing Service Subscribers — Before making an electronic filing through SEDAR, the electronic filer or its filing agent shall become a filing service subscriber by furnishing an Application For SEDAR Filing Services on SEDAR Form 1 to the SEDAR filing service contractor and entering into the Filing Service Subscriber's Agreement on SEDAR Form 2.

2.6 Hours for Transmission of Electronic Filings — Electronic filings may be transmitted through SEDAR to the securities regulatory authority on any business day between the hours of 7:00 a.m. and 11:00 p.m. Eastern Standard Time or Eastern Daylight Savings Time, whichever is in effect in Toronto, Ontario, Canada, and on any other day or at any other time that is provided in the SEDAR Filer Manual or that the securities regulatory authority announces by press release.

2.7 Date of Filing

(1) A document filed in electronic format is, for purposes of securities legislation or securities directions, filed on the day that the electronic transmission of the document is completed.

(2) Despite subsection (1), a document filed in electronic format is, for purposes of Quebec securities legislation or Quebec securities directions, filed on the day that the document is retrieved in electronic format from SEDAR by the Commission des valeurs mobilières du Québec instead of on the day that the electronic transmission of the document is completed.

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2), en vue de la computation d'un délai, prévu dans la législation ou les directives en valeurs mobilières, dont le point de départ est fixé en fonction de la date de dépôt d'un document en format électronique, la date de dépôt du document est le jour ouvrable suivant la date de la transmission électronique lorsque celle-ci n'est pas achevée avant 17 h, heure locale de la ville où l'autorité en valeurs mobilières se trouve.

2.8 Le paiement du droit de dépôt

1) Le droit de dépôt payable à l'autorité en valeurs mobilières pour le dépôt d'un document en format électronique est réglé par paiement électronique autorisé au moment du dépôt électronique.

2) L'abonné au service de dépôt effectue le paiement prévu au paragraphe 1) en transmettant par l'entremise de SEDAR, de la manière prévue au Manuel du déposant SEDAR, des instructions d'effectuer le transfert de fonds électronique de l'abonné à l'autorité en valeurs mobilières.

PARTIE 3 LES DISPENSES DU DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

3.1 La dispense pour difficultés temporaires

1) Si des difficultés techniques imprévues empêchent la préparation et la transmission à temps d'un dossier électronique, le déposant par voie électronique peut déposer le document en format papier accompagné d'un formulaire SEDAR 3 dans les deux jours ouvrables suivant la date à laquelle le dépôt électronique devait ou pouvait être fait.

2) Le déposant par voie électronique insère la mention suivante en majuscules en haut de la première page d'un document déposé en format papier selon le présent article :

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 3.1 DE LA NORME CANADIENNE 13-101, LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR), LE PRÉSENT (SPÉCIFIER LE TYPE DE DOCUMENT) EST DÉPOSÉ EN FORMAT PAPIER SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES.

3) Les règles de la législation et des directives en valeurs mobilières relatives au dépôt en format papier et au paiement du droit de dépôt afférents s'appliquent au dépôt effectué selon le paragraphe 1), sauf que les signatures du document en format papier, au lieu d'être manuscrites, peuvent être dactylographiées.

(3) Despite subsections (1) and (2), for purposes of a time period in securities legislation or securities directions that begins on or immediately after the date of the filing of a document filed in electronic format, the date of the filing of the document is the day on which the electronic transmission of the document is completed unless it is not completed on a business day by 5:00 p.m. local time in the city where the securities regulatory authority is located, in which case the date of the filing is the next business day.

2.8 Payment of Filing Fees

(1) The fees payable to the securities regulatory authority for the filing of a document in electronic format shall be paid by an electronic payment authorized at the time the filing is made.

(2) A filing service subscriber shall make the payment referred to in subsection (1) by transmitting instructions through SEDAR in the manner set out in the SEDAR Filer Manual for the purpose of effecting an electronic funds transfer from the filing service subscriber to the securities regulatory authority.

PART 3 ELECTRONIC FILING EXEMPTIONS

3.1 Temporary Hardship Exemption

(1) If unanticipated technical difficulties prevent the timely preparation and transmission of an electronic filing, an electronic filer may file the document in paper format under cover of SEDAR Form 3 no later than two business days after the day on which the electronic filing was required or permitted.

(2) An electronic filer shall include the following legend in capital letters at the top of the first page of a document filed by it in paper format under this section:

IN ACCORDANCE WITH SECTION 3.1 OF NATIONAL INSTRUMENT 13-101 - SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR), THIS (SPECIFY DOCUMENT) IS BEING FILED IN PAPER FORMAT UNDER A TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION.

(3) The requirements of securities legislation and securities directions relating to paper format filings and the payment of applicable filing fees apply to a filing under subsection (1) except that signatures to the paper format document may be in typed form rather than manual format.

4) Si un document en format papier est déposé suivant la méthode et dans les délais prévus dans le présent article, le délai de dépôt prévu par la législation ou les directives en valeurs mobilières est prolongé jusqu'à la date de dépôt du document en format papier.

5) Le déposant par voie électronique qui dépose un document en format papier selon le présent article en transmet une copie en format électronique dans les trois jours ouvrables suivant le dépôt en format papier.

6) Le déposant par voie électronique insère la mention suivante en majuscules en haut de la première page de la copie en format électronique :

LE PRÉSENT DOCUMENT EST UNE COPIE DU (SPÉCIFIER LE TYPE DE DOCUMENT) DÉPOSÉ LE (DATE) SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES SELON L'ARTICLE 3.1. DE LA NORME CANADIENNE 13-101, LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR).

3.2 La dispense pour difficultés persistantes

1) Le déposant par voie électronique peut faire une demande de dispense pour difficultés persistantes s'il n'est pas en mesure d'effectuer un dépôt électronique sans engager des charges ou des dépenses excessives.

2) La demande de dispense pour difficultés persistantes est déposée en format papier au même moment auprès des autorités en valeurs mobilières de tous les territoires où le dépôt des documents par voie électronique est exigé ou projeté, au moins 20 jours avant la date la plus rapprochée prévue pour le dépôt électronique du document.

3) La demande de dispense pour difficultés persistantes comprend les renseignements suivants :

1. la liste des autres territoires où la demande est faite;

2. la liste des documents pour lesquels la dispense est demandée et, le cas échéant, la durée de la dispense sollicitée;

3. le motif justifiant la demande de dispense de dépôt en format électronique et, le cas échéant, la justification de la durée de la dispense demandée.

4) L'agent responsable ou, si elle est autorisée à accorder une dispense selon l'article 7.1, l'autorité en valeurs mobilières peut accorder ou refuser la dispense pour difficultés persistantes et avise par écrit le déposant par voie électronique de sa décision d'accepter ou de

(4) If a paper format document is filed in the manner and within the time prescribed in this section, the specific date by which the document is required to be filed under securities legislation or securities directions is extended to the date on which the filing is made in paper format.

(5) If an electronic filer makes a paper format filing under this section, the electronic filer shall file a copy of the paper format document in electronic format within three business days after the paper format document is filed.

(6) The electronic filer shall include the following statement in capital letters at the top of the first page of the electronic format copy of the document:

THIS DOCUMENT IS A COPY OF THE (SPECIFY DOCUMENT) FILED ON (DATE) UNDER A TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION UNDER SECTION 3.1 OF NATIONAL INSTRUMENT 13-101 - SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR).

3.2 Continuing Hardship Exemption

(1) An electronic filer may make an application for a continuing hardship exemption if an electronic filing cannot be made without undue burden or expense.

(2) An application for a continuing hardship exemption shall be filed in paper format contemporaneously with the filing of a similar application in another jurisdiction in which the electronic filing is required or proposed to be made and at least 20 days before the earliest date on which the electronic filing is required or proposed to be made, as applicable.

(3) An application for a continuing hardship exemption shall include the following:

1. A list of the jurisdictions, other than the local jurisdiction, in which the application is being made.

2. A list of the documents for which the exemption is being sought and, if applicable, the length of time for which the exemption is being requested.

3. The reason for requesting the exemption from filing the documents in electronic format and, if applicable, the justification for the length of time for which the exemption is being requested.

(4) The regulator or, if authorized to grant an exemption under section 7.1, the securities regulatory authority may grant or deny a continuing hardship exemption and shall notify the electronic filer in writing of a decision to

rejeter la demande, aussitôt que possible après qu'elle est prise.

5) En cas de rejet de la demande, le déposant par voie électronique dépose tous les documents exigés en format électronique à la date d'échéance ou à la date projetée, selon le cas.

6) En cas d'acceptation de la demande, le déposant par voie électronique dépose le document visé en format papier à la date d'échéance ou à la date projetée, selon le cas.

7) Le déposant par voie électronique qui dépose un document en format papier en vertu d'une dispense pour difficultés persistantes insère la mention suivante en majuscules en haut de la première page du document :

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 3.2 DE LA NORME CANADIENNE 13-101, LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR), LE PRÉSENT (SPÉCIFIER LE TYPE DE DOCUMENT) EST DÉPOSÉ EN FORMAT PAPIER EN VERTU D'UNE DISPENSE POUR DIFFICULTÉS PERSISTANTES.

8) Dans le cas où la dispense pour difficultés persistantes est accordée pour une période limitée, la dispense peut être assortie de la condition que le document visé soit déposé en format électronique à l'expiration de celle-ci.

3.3 La dispense pour les documents préexistants

1) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1) de l'article 2.2, un document justificatif, une correspondance écrite ou tout autre écrit relié à un document à déposer en format électronique peut être déposé en format papier s'il a été préparé, émis, publié ou diffusé avant le 1^{er} janvier 1997.

2) Le déposant par voie électronique qui dépose un document justificatif, une correspondance écrite ou tout autre écrit en format papier selon le paragraphe 1) le dépose accompagné d'un formulaire SEDAR 4 au plus tard deux jours ouvrables après le dépôt du document en format électronique auquel il se rattache.

3) Les règles de la législation en valeurs mobilières sur le dépôt de documents en format papier s'appliquent au dépôt effectué selon le paragraphe 1).

grant or deny the exemption as soon as practicable after making its decision.

(5) If the application for a continuing hardship exemption is denied, the electronic filer shall make any required electronic filing on the required or the proposed filing date, as applicable.

(6) If the application for a continuing hardship exemption is granted, the electronic filer shall file the document for which the continuing hardship exemption is granted in paper format on the required or the proposed filing date, as applicable.

(7) An electronic filer that files a document in paper format under a continuing hardship exemption shall include the following legend in capital letters at the top of the first page of the document:

IN ACCORDANCE WITH SECTION 3.2 OF NATIONAL INSTRUMENT 13-101 - SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR), THIS (SPECIFY DOCUMENT) IS BEING FILED IN PAPER FORMAT UNDER A CONTINUING HARDSHIP EXEMPTION.

(8) If a continuing hardship exemption is granted for a limited period, the exemption may be conditional upon the filing of the electronic format copy of the document that is the subject of the exemption upon the expiration of the period for which the exemption is granted.

3.3 Exemption For Pre-Existing Documents

(1) Despite subsection 2.2(1), any supporting document, written correspondence or other written material relating to a document required to be filed in electronic format may be filed in paper format if the supporting document, written correspondence or other written material was prepared and issued, published or distributed before January 1, 1997.

(2) An electronic filer filing a supporting document, written correspondence or other written material in paper format under subsection (1) shall do so under cover of SEDAR Form 4 no later than two business days after the date of filing the electronic format document to which it relates.

(3) The requirements under securities legislation for paper format filings apply to a filing under subsection (1).

**PARTIE 4
LA PRÉPARATION ET LA TRANSMISSION
DES DOSSIERS ÉLECTRONIQUES**

4.1 Le Manuel du déposant SEDAR

1) La Version 2.0 du Manuel du déposant SEDAR : Normes, procédures et directives concernant le dépôt électronique de documents auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, datée du 1^{er} novembre 1996, est intégrée par renvoi dans la présente norme.

2) Nonobstant le paragraphe 1), en Colombie-Britannique, seule la version la plus récente du Manuel du déposant SEDAR : Normes, procédures et directives concernant le dépôt électronique de documents auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, telle qu'elle pourra être modifiée par la suite, est intégré par renvoi dans la présente norme.

3) Les dossiers électroniques sont préparés et transmis conformément aux normes, aux procédures et aux directives du Manuel du déposant SEDAR.

4.2 L'information de la page de présentation

1) Le dossier électronique est accompagné de l'information de la page de présentation exigée dans chaque cas.

2) L'information de la page de présentation est déposée en la forme prévue dans le Manuel du déposant SEDAR.

4.3 Les signatures

1) Les signatures apparaissant dans les dossiers électroniques sont dactylographiées et non manuscrites.

2) Le dossier électronique qui doit être signé ou certifié est signé par l'entrée électronique du nom que la personne ou société appelée à le signer ou certifier emploie, adopte ou autorise comme signature.

3) On ne peut déposer en format électronique un prospectus, une note d'information, une circulaire du conseil d'administration, une circulaire de dirigeant, une notice annuelle d'un organisme de placement collectif, ou une modification ou un supplément de ces documents contenant une attestation signée par une personne ou une société que si la personne ou société a signé de sa main une attestation d'authentification sur le formulaire SEDAR 6.

4) Le déposant par voie électronique qui effectue un dépôt électronique soumis au paragraphe 3) dépose l'attestation d'authentification portant signature manuscrite qui est exigée par ce paragraphe auprès du

**PART 4
PREPARATION AND TRANSMISSION
OF ELECTRONIC FILINGS**

4.1 SEDAR Filer Manual

(1) Version 2.0 of the SEDAR Filer Manual: Standards, Procedures and Guidelines for Electronic Filing with the Canadian Securities Administrators dated November 1, 1996 is incorporated by reference in this Instrument.

(2) Despite subsection (1), in British Columbia only the most recent version of the SEDAR Filer Manual: Standards, Procedures and Guidelines for Electronic Filing with the Canadian Securities Administrators, as amended from time to time, is incorporated by reference in this Instrument.

(3) An electronic filing shall be prepared and transmitted in accordance with the standards, procedures and guidelines set forth in the SEDAR Filer Manual.

4.2 Cover Page Information

(1) An electronic filing shall be accompanied by the cover page information required for the particular electronic filing.

(2) The cover page information shall be filed in the form and manner required by the SEDAR Filer Manual.

4.3 Signatures

(1) A signature to or within any electronic filing shall be presented in typed form rather than manual form.

(2) An electronic filing that is required to be signed or certified shall be signed by means of an electronic entry of the name of the person or company required to sign or certify the electronic filing that is executed, adopted or authorized by the person or company as a signature.

(3) No prospectus, take-over bid circular, issuer bid circular, directors' circular, officers' circular or annual information form for a mutual fund, or amendment or supplement to any of these documents, that contains a certificate signed by a person or company, shall be filed in electronic format unless that person or company has manually signed a certificate of authentication on SEDAR Form 6.

(4) An electronic filer that makes an electronic filing to which subsection (3) applies shall file the manually signed certificate of authentication required under that subsection with the SEDAR filing service contractor at

fournisseur du service SEDAR à l'un des bureaux énumérés dans le Manuel du déposant SEDAR, dans les trois jours ouvrables suivant le dépôt électronique.

5) Dans le cas où la législation ou les directives en valeurs mobilières exigent d'une personne ou d'une société qu'elle dépose auprès d'une bourse une copie d'un document déposé auprès d'une autorité en valeurs mobilières en format électronique, le document peut être déposé en format papier et la signature de la copie en format papier du document peut être dactylographiée.

4.4 L'intégration par renvoi

1) Les documents suivants ne peuvent pas être intégrés par renvoi dans un dossier électronique :

1. un document déposé en format papier en contravention des règles de la présente norme;

2. un document déposé en format papier sous le régime de la dispense pour difficultés temporaires pour lequel la copie électronique de confirmation n'a pas été déposée.

2) Sous réserve du paragraphe 3), si un dossier électronique intègre par renvoi tout ou partie d'un document déposé antérieurement en format papier, le document intégré par renvoi ou la partie du document ainsi intégrée est déposé en format électronique comme document justificatif du dossier électronique.

3) Le paragraphe 2) ne s'applique pas au dépôt électronique effectué par une personne ou une société qui est un déposant par voie électronique depuis moins d'un an.

4.5 Les cartes et les photographies

1) Si un document à déposer en format électronique contient une carte ou une photographie de plus de 21,5 cm sur 28 cm (8 1/2 po sur 11 po) ou comporte une telle carte ou photographie comme supplément, la carte ou la photographie est omise du dossier électronique.

2) Dans le dossier électronique, la carte ou la photographie omise est remplacée par une mention de l'omission.

3) Le déposant par voie électronique conserve une copie en format papier de chaque carte ou photographie omise d'un dossier électronique pendant une période de six ans à compter de la date du dépôt électronique.

4) Pendant la période de six ans, le déposant par voie électronique fournit à l'autorité en valeurs mobilières, sur demande, une copie en format papier de la carte ou de la photographie omise du dossier électronique.

one of its offices listed in the SEDAR Filer Manual within three business days after the electronic filing is made.

(5) A person or company that is required by securities legislation or securities directions to file with a stock exchange a copy of a document filed with the securities regulatory authority in electronic format may file the copy in paper format and a signature to or within that copy may be in typed form.

4.4 Incorporation by Reference

(1) The following documents shall not be incorporated by reference into an electronic filing:

1. A document filed in paper format in contravention of this Instrument.

2. A document filed in paper format under a temporary hardship exemption for which a required confirming electronic copy has not been filed.

(2) Subject to subsection (3), if an electronic filing incorporates by reference all or part of a document filed previously in paper format, the document or the part incorporated by reference shall be filed in electronic format as a supporting document to the electronic filing.

(3) Subsection (2) does not apply to an electronic filing made by a person or company that has been an electronic filer for less than one year.

4.5 Maps and Photographs

(1) If a document to be filed in electronic format contains or is supplemented by a map or photograph and that map or photograph exceeds 8-1/2 inches by 11 inches or 21.5 centimetres by 28 centimetres, the map or the photograph, as applicable, shall be omitted from the electronic filing.

(2) If a map or photograph is omitted from an electronic filing, the electronic filer shall include a reference to the omitted map or photograph in the electronic filing.

(3) An electronic filer shall make a paper format copy of each map or photograph that is omitted from an electronic filing and shall retain that copy for six years after the date of the electronic filing.

(4) Upon request made by the securities regulatory authority within the six year period, an electronic filer shall deliver to the securities regulatory authority a paper format copy of a map or photograph omitted from an electronic filing.

4.6 Les mentions à l'encre rouge — Si certaines informations doivent être présentées à l'encre rouge, le déposant par voie électronique peut satisfaire à cette exigence dans la version en format électronique en les présentant en caractères gras et en majuscules.

4.7 Le format des documents et le nombre d'exemplaires — Les règles de la législation ou des directives en valeurs mobilières concernant le format ou le nombre d'exemplaires d'un document à déposer ne s'appliquent pas aux documents déposés en format électronique selon la présente norme.

4.8 La production de documents en format électronique par l'autorité en valeurs mobilières

1) Sous réserve des paragraphes 2) et 3), un document qui doit ou peut être délivré par l'autorité en valeurs mobilières selon la législation ou les directives en valeurs mobilières à propos d'un dossier électronique ne peut l'être qu'en format électronique conformément à la présente norme.

2) Dans le cas où un document déposé en format électronique doit être mis à la disposition du public, l'autorité en valeurs mobilières peut satisfaire à cette exigence en mettant à la disposition du public une copie imprimée ou une autre sortie du dossier électronique lisible à l'oeil.

3) Dans le cas où l'autorité en valeurs mobilières doit produire ou rendre autrement accessible l'original ou une copie conforme d'un document déposé en format électronique, elle peut satisfaire à cette exigence en fournissant une sortie imprimée ou une autre sortie lisible à l'oeil, comportant une certification ou accompagnée d'une certification par l'agent responsable portant que l'imprimé ou la sortie est une copie du document déposé en format électronique.

4.9 La copie officielle des documents en format électronique

1) Pour l'application de la législation ou des directives en valeurs mobilières ou pour toute autre fin connexe, la copie officielle d'un document déposé en format électronique par un déposant par voie électronique ou délivré en format électronique par l'autorité en valeurs mobilières est la version en format électronique enregistrée dans SEDAR.

2) Nonobstant le paragraphe 1), pour l'application de la législation ou des directives en valeurs mobilières au Québec, la copie officielle d'un document déposé en format électronique par un déposant par voie électronique est la version en format électronique récupérée à partir du système SEDAR par la Commission des valeurs mobilières du Québec, plutôt que la version en format électronique enregistrée dans SEDAR.

4.6 Red Ink — An electronic filer may satisfy any requirement that information be presented in red ink in a document to be filed in electronic format by presenting the information in the electronic format version of the document in bold face type and capital letters.

4.7 Format of Documents and Number of Copies — A requirement in securities legislation or securities directions relating to the format in which a document to be filed must be printed or specifying the number of copies of a document that must be filed does not apply to an electronic filing made in accordance with this Instrument.

4.8 Production of Electronic Format Documents By The Securities Regulatory Authority

(1) Subject to subsections (2) and (3), a document required or permitted to be issued or delivered by the securities regulatory authority under securities legislation or securities directions in response to or for an electronic filing may be issued or delivered solely in electronic format in accordance with this Instrument.

(2) The securities regulatory authority may satisfy any requirement that a document filed in electronic format be made available for public inspection by making available a printed copy or other output of the electronic filing readable by sight.

(3) The securities regulatory authority may satisfy any requirement to produce or make available an original or certified copy of a document filed in electronic format by providing a printed copy or other output of the electronic filing readable by sight that contains or is accompanied by a certification by the regulator that the printed copy or output is a copy of the document filed in electronic format.

4.9 Official Copy of Electronic Format Documents

(1) For purposes of securities legislation, securities directions or any other related purpose, the official copy of a document filed in electronic format by an electronic filer or issued or delivered in electronic format by the securities regulatory authority is the electronic format version stored in SEDAR.

(2) Despite subsection (1), for purposes of Quebec securities legislation or Quebec securities directions, the official copy of a document filed in electronic format by an electronic filer is the electronic format version of the document retrieved from SEDAR by the Commission des valeurs mobilières du Québec instead of the electronic format version stored in SEDAR.

PARTIE 5 LE PROFIL DE DÉPOSANT

5.1 Le dépôt électronique de l'information du profil de déposant

- 1) Le déposant par voie électronique dépose son profil de déposant en format électronique au moyen de SEDAR avant d'effectuer tout autre dépôt électronique.
- 2) La présentation du profil de déposant et l'information contenue dans celui-ci sont conformes au Manuel du déposant SEDAR.
- 3) Le déposant par voie électronique veille à ce que l'information contenue dans son profil de déposant soit exacte sur tous les points importants et dépose un profil modifié par voie électronique dans les 10 jours suivant tout changement par rapport à l'information contenue dans son profil.

5.2 La responsabilité à l'égard de l'information du profil de déposant — Le profil de déposant n'est pas considéré comme intégré par renvoi dans un document ou faisant autrement partie d'un document assujéti aux dispositions relatives à la responsabilité civile de la législation en valeurs mobilières.

PARTIE 6 LA TRANSITION AU DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

6.1 Les émetteurs — Nonobstant les dispositions de l'article 2.1 et sous réserve de l'article 6.4, l'émetteur n'est pas assujéti à la présente norme à l'égard d'un document donné avant la date d'intégration fixée pour la catégorie de déposants par voie électronique à laquelle il appartient et pour la catégorie de dossiers dont fait partie le document.

6.2 Les tiers déposants — Nonobstant les dispositions de l'article 2.1, le tiers déposant n'est pas assujéti à la présente norme, pour les dépôts effectués à propos d'un émetteur donné, avant la dernière date d'intégration fixée pour les documents déposés par cet émetteur.

6.3 Les documents déposés conjointement par un déposant par voie électronique et un déposant sur papier — Tout document qui doit être déposé conjointement par un déposant par voie électronique et au moins une autre personne ou société qui n'est pas un déposant par voie électronique, est déposé en format électronique, conformément à la présente norme.

PART 5 FILER PROFILES

5.1 Electronic Filing of Filer Profile Information

- (1) An electronic filer shall file a filer profile in electronic format through SEDAR before making any other electronic filing.
- (2) A filer profile shall be in the form required by and contain the information set out in the SEDAR Filer Manual.
- (3) An electronic filer shall ensure that the information contained in its filer profile is correct in all material respects and shall file an amended filer profile in electronic format within 10 days following any change in the information contained in its filer profile.

5.2 Liability for Filer Profile Information — A filer profile is not considered to be incorporated by reference in, or to otherwise form part of, any document that is subject to the civil liability provisions of securities legislation.

PART 6 TRANSITION TO ELECTRONIC FILING

6.1 Issuers — Despite section 2.1 but subject to section 6.4, an issuer is not subject to this Instrument for a particular document before the phase-in date that is applicable to the category of electronic filer which includes the issuer and to the category of filing which includes the particular document.

6.2 Third Party Filers — Despite section 2.1, a third party filer is not subject to this Instrument, for purposes of filings made concerning a particular issuer, before the last phase-in date for documents filed by that issuer.

6.3 Joint Filings Involving Both an Electronic Filer and a Paper Filer — A document to be filed jointly by an electronic filer and another person or company that is not an electronic filer shall be filed in electronic format in accordance with this Instrument.

6.4 Les profils d'émetteur — Le déposant par voie électronique qui est émetteur assujéti à la date à laquelle tout ou partie de la présente norme entre en vigueur dans le territoire intéressé dépose un profil d'émetteur soit à cette date, soit, si cette date est plus lointaine, à une date laissant un délai de 30 jours avant la date d'intégration fixée pour lui.

**PARTIE 7
DISPENSE**

7.1 Dispense

1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie des dispositions de la présente norme, sous réserve des conditions ou des restrictions prévues dans la dispense.

2) Nonobstant le paragraphe 1), en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

6.4 Filer Profiles— An electronic filer that is a reporting issuer on the date that this Instrument becomes effective in whole or in part in the local jurisdiction shall file a filer profile by the later of that date and the date that is 30 days before the electronic filer's phase-in date.

**PART 7
EXEMPTION**

7.1 Exemption

(1) The regulator or the securities regulatory authority may grant an exemption to this Instrument, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario only the regulator may grant such an exemption.

NORME CANADIENNE 13-101

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES,
D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

ANNEXE A

LES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN FORMAT ÉLECTRONIQUEDossier

I Organismes de placement collectif

A. Placements de titres

1. Prospectus simplifié et notice annuelle provisoires
2. Projet de prospectus simplifié et de notice annuelle
3. Prospectus simplifié et notice annuelle définitifs
4. Prospectus ordinaire provisoire
5. Projet de prospectus ordinaire
6. Prospectus ordinaire définitif

B. Information continue

1. États financiers annuels
2. États financiers semestriels
3. Rapport annuel
4. Rapport sur la conformité à la réglementation - Souscription et rachat de titres
5. Rapport sur la conformité à la réglementation - Confusion des fonds
6. Communiqué de presse
7. Déclaration de changement important
8. Circulaire de la direction

* Par « territoire intéressé », il faut entendre un territoire où le document doit être déposé selon la législation en valeurs mobilières. Sauf indication contraire, tous les territoires sont intéressés.

NATIONAL INSTRUMENT 13-101

SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT
ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)

APPENDIX A

MANDATED ELECTRONIC FILINGS

Applicable Filing

I Mutual Fund Issuers

A. Securities Offerings

1. Preliminary Simplified Prospectus and Annual Information Form
2. Pro Forma Simplified Prospectus and Annual Information Form
3. Final Simplified Prospectus and Annual Information Form
4. Preliminary Long Form Prospectus
5. Pro Forma Long Form Prospectus
6. Final Long Form Prospectus

B. Continuous Disclosure

1. Annual Financial Statements
2. Interim Financial Statements
3. Annual Report
4. Compliance Reports — Sale and Redemption of Securities
5. Compliance Reports — Commingling of Money
6. Press Release
7. Material Change Report
8. Management Proxy Circular/ Information Circular

* "Applicable Jurisdiction" means a jurisdiction in which the particular filing is specifically required by securities legislation or securities directions. All jurisdictions are applicable unless otherwise indicated.

Territoires
intéressés* /
Applicable
Jurisdictions*

QC

I Organismes de placement collectif (suite)	<u>Territoires intéressés*/ Applicable Jurisdictions*</u>	I Mutual Fund Issuers (continued)
9. Changement de vérificateur		9. Change of Auditor Filings
10. Changement de la date de clôture de l'exercice		10. Change in Year End Filings
C. <u>Demandes de dispense et autres</u>		C. <u>Exemption and Other Applications</u>
1. Demandes en vertu d'une d'une norme ou d'une instruction canadienne sur la réglementation des organismes de placement collectif		1. Applications Pursuant to A National Instrument or National Policy Regulating Mutual Funds
II Autres émetteurs (assujettis ou non assujettis)		II Other Issuers (Reporting/Non-reporting)
A. <u>Placements de titres</u>		A. <u>Securities Offerings</u>
(a) <u>Dossiers généraux</u>		(a) <u>General Filings:</u>
1. Notice annuelle initiale — Régime du prospectus simplifié		1. Initial Annual Information Form — Prompt Offering Qualification System ("POP System")
2. Notice annuelle révisée — Régime du prospectus simplifié		2. Revised Annual Information Form — POP System
3. Notice annuelle de renouvellement — Régime du prospectus simplifié		3. Renewal Annual Information Form — POP System
4. Prospectus simplifié provisoire — Régime du prospectus simplifié		4. Preliminary Short Form Prospectus — POP System
5. Prospectus simplifié définitif — Régime du prospectus simplifié		5. Final Short Form Prospectus — POP System
6. Prospectus simplifié avec supplément — Régime de fixation du prix après le visa		6. Supplemented Short Form PREP Prospectus
7. Prospectus préalable — version provisoire		7. Preliminary Short Form Prospectus — Shelf
8. Prospectus préalable — version définitive		8. Final Short Form Prospectus — Shelf
9. Prospectus préalable — supplément		9. Prospectus Supplement — Shelf
10. Prospectus provisoire — Régime d'information multinational		10. Preliminary Prospectus — Multijurisdictional Disclosure System ("MJDS")

11. Prospectus définitif — Régime d'information multinational		11. Final Prospectus — MJDS
12. Supplément de prospectus — Régime d'information multinational		12. Prospectus Supplement — MJDS
13. Prospectus ordinaire provisoire		13. Preliminary Long Form Prospectus
14. Projet de prospectus ordinaire		14. Pro Forma Long Form Prospectus
15. Prospectus ordinaire définitif		15. Final Long Form Prospectus
16. Prospectus ordinaire avec supplément — Régime de fixation du prix après le visa		16. Supplemented Long Form PREP Prospectus
17. Projet de notice d'offre — Placement de droits		17. Initial Rights Offering Circular
18. Notice d'offre définitive — Placement de droits		18. Final Rights Offering Circular
(b) <u>Dossiers de Colombie-Britannique</u>		(b) <u>British Columbia Filings:</u>
1. Preliminary Prospectus (dossier local)	BC	1. Preliminary Prospectus (Local Filing)
2. Final Prospectus (dossier local)	BC	2. Final Prospectus (Local Filing)
3. Preliminary Exchange Offering Prospectus (dossier local)	BC	3. Preliminary Exchange Offering Prospectus (Local Filing)
4. Final Exchange Offering Prospectus (dossier local)	BC	4. Final Exchange Offering Prospectus (Local Filing)
5. Rights Offering Circular (dossier local)	BC	5. Rights Offering Circular (Local Filing)
(c) <u>Dossiers du Québec</u>		(c) <u>Québec Filings:</u>
1. Prospectus - Placement à l'extérieur du Québec (art. L-12 QC)	QC	1. Prospectus - Distribution outside Québec (QC sec.12 Act)
2. Échange de titres - opération de regroupement ou de restructuration (art. L-50 QC)	QC	2. Exchange of Securities - Merger or Reorganization (QC sec. 50 Act)
B. <u>Information continue</u>		B. <u>Continuous Disclosure</u>
(a) <u>Dossiers généraux</u>		(a) <u>General Filings:</u>
1. Communiqué de presse	BC, AB, SK, ON, QC, NS et NF	1. Press Release
2. Déclaration de changement important	BC, AB, SK, ON, NS et NF	2. Material Change Report

II Autres émetteurs (suite) (assujettis ou non assujettis)	<u>Territoires intéressés* / Applicable Jurisdictions*</u>	II Other Issuers (suite) (Reporting/Non-reporting)
B. <u>Information continue</u>		B. <u>Continuous Disclosure</u>
(a) <u>Dossiers généraux (suite)</u>		(a) <u>General Filings (continued):</u>
3. États financiers annuels		3. Annual Financial Statements
4. États financiers trimestriels		4. Interim Financial Statements
5. Rapport annuel	QC	5. Annual Report
6. Notice annuelle (émetteurs non admissibles au régime du prospectus simplifié)	BC, ON et QC	6. Annual Information Form (Non-POP System)
7. Rapport de gestion (analyse par la direction de la situation financière)	BC, ON et QC	7. Management's Discussion & Analysis
8. Document annuel d'un émetteur assujetti (Form 28 - Colombie-Britannique, Alberta, Ontario, Nouvelle-Écosse et Form 26 - Saskatchewan)	BC, AB, SK, ON et NS	8. Annual Filing of a Reporting Issuer (Form 28 - British Columbia, Alberta, Ontario, Nova Scotia, and Form 26 - Saskatchewan)
9. Avis de la date de l'assemblée des porteurs et de la date de clôture des registres		9. Notice of Securityholders' Meeting and Record Date
10. Circulaire de la direction		10. Management Proxy Circular / Information Circular
11. Rapport d'une société de crédit (Form 29 - Colombie-Britannique, Alberta et Ontario, Form 27 - Saskatchewan)	BC, AB, SK, et ON	11. Report of Finance Company (Form 29 - British Columbia, Alberta, and Ontario, Form 27 - Saskatchewan)
12. Changement de vérificateur		12. Change of Auditor Filings
13. Rapport de conformité du producteur		13. Film Producer's Compliance Report
14. Information financière prospective		14. Future Oriented Financial Information Filings
15. Changement de la date de clôture de d'exercice		15. Change in Year End Filings
(b) <u>Dossiers de l'Ontario</u>		(b) <u>Ontario Filings:</u>
1. Rapport annuel et trimestriel d'évaluation des actions de fonds d'investissement des travailleurs	ON	1. Labour Sponsored Investment Fund Corporation Quarterly and Annual Share Valuation Report
2. Petit émetteur du secteur primaire	ON	2. Junior Natural Resource Issuer Filings

C. Acquisition de titres

1. Note d'information
- Offre publique de rachat
2. Avis de changement ou de modification
3. Rapport sur une offre publique de rachat ON et QC

D. Opérations de fermeture et opérations avec une personne reliée

1. Opération de fermeture ON et QC
2. Opération avec une personne reliée ON et QC

III Tiers déposants

1. Note d'information
— Offre publique d'achat
2. Avis de changement ou de modification
3. Circulaire du conseil d'administration
4. Circulaire d'un dirigeant (individuel)
5. Rapport sur une offre publique d'achat ON et QC
6. Acquisition de titres (système d'alerte)
— Communiqué de presse et déclaration BC, AB, SK, MB, ON, QC, NS et NF
7. Sollicitation de procurations

C. Securities Acquisitions

1. Issuer Bid Circular
2. Notice of Change or Variation
3. Issuer Bid Reports

D. Going Private and Related Party Transactions

1. Going Private Transaction Filings
2. Related Party Transaction Filings

III Third Party Filers

1. Take-over Bid Circular
2. Notice of Change or Variation
3. Directors' Circular
4. Director's or Officer's Circular (Individual)
5. Take-over Bid Reports
6. Securities Acquisition (Early Warning) Press Release and Report
7. Proxy Solicitation Materials

NORME CANADIENNE 13-101

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES,
D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

ANNEXE B

CALENDRIER D'INTÉGRATION
AU SYSTÈME DE DÉPÔT ÉLECTRONIQUE¹

Groupe	Catégorie de déposant par voie électronique	Catégorie de dossier	Date d'intégration
1.	Organismes de placement collectif et émetteurs admissibles au régime du prospectus simplifié ²	Information continue ³	1 ^{er} janvier 1997
2.	Émetteurs assujettis non admissibles au régime du prospectus simplifié ² (à l'exception des déposants uniterritoriaux)	Information continue ³	1 ^{er} février 1997
3.	Tous les déposants multiterritoriaux ^{4,5}	Tous les dossiers électroniques ⁴	1 ^{er} mars 1997
4.	Déposants uniterritoriaux ⁴	Tous les dossiers électroniques ⁴	1 ^{er} juillet 1997

Notes :

1. Le déposant par voie électronique qui est émetteur assujetti doit déposer son profil de déposant à la date d'entrée en vigueur de la présente norme dans le territoire intéressé ou, si cette date est plus tardive, à la date qui laisse un délai de 30 jours avant la date d'intégration.
2. Les émetteurs admissibles au régime du prospectus simplifié sont ceux qui sont admissibles à ce régime à l'échelle canadienne.
3. Le terme « information continue » s'entend de tous les documents figurant à l'annexe A sous le titre « Information continue » pour une catégorie de déposant donnée, ainsi que, dans le cas des émetteurs admissibles au régime du prospectus simplifié, la notice annuelle.
4. Un « déposant uniterritorial » est un émetteur qui ne doit déposer de documents que selon la législation et les directives en valeurs mobilières d'un seul territoire, ainsi que tout tiers déposant qui doit déposer des documents se rapportant à cet émetteur.
5. Cela comprend les émetteurs assujettis, les émetteurs non assujettis et les tiers déposants, à l'exception des déposants uniterritoriaux.

NATIONAL INSTRUMENT 13-101

SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT
ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)

APPENDIX B

PHASE-IN SCHEDULE FOR TRANSITION
TO ELECTRONIC FILING¹

Group	Category of Electronic Filer	Category of Filing	Phase-in Date
1.	Mutual Fund Reporting Issuers and POP Reporting Issuers ²	Continuous Disclosure ³	January 1, 1997
2.	Non-POP Reporting Issuers ² (other than Single Jurisdiction Filers ⁴)	Continuous Disclosure ³	February 1, 1997
3.	All Non-Single Jurisdiction Filers ^{4,5}	All Mandated Electronic Filings ⁶	March 1, 1997
4.	Single Jurisdiction Filers ⁴	All Mandated Electronic Filings ⁶	July 1, 1997

Notes:

1. An electronic filer that is a reporting issuer shall file its filer profile by the date that this Instrument becomes effective in the local jurisdiction or the date that is 30 days prior to its phase-in date, whichever is later.
2. A "POP Reporting Issuer" is an issuer that participates in the Prompt Offering Qualification System.
3. "Continuous Disclosure" means any of the documents listed in Appendix A under "Continuous Disclosure" for the particular category of filer and, in the case of POP Reporting Issuers, the Annual Information Form.
4. "Single Jurisdiction Filer" means an issuer that is required to file documents only under the securities legislation and securities directions of a single jurisdiction and any third party filer that is required to file documents in respect of that issuer.
5. Includes reporting issuers, non-reporting issuers and third party filers, other than single jurisdiction filers.

6. Pour assurer la cohérence du processus de transition au système de dépôt électronique, l'obligation de commencer les dépôts électroniques à une date donnée ne s'applique pas aux documents déposés à l'appui ou à titre de complément d'un document déjà déposé en format papier. Par exemple, un prospectus définitif déposé à la date d'intégration ou après cette date et se rattachant à un prospectus provisoire déposé en format papier avant la date d'intégration doit également être déposé en format papier.

6. In order to maintain consistency during the transition to electronic filing, the requirement to commence making electronic filings on a particular phase-in date does not apply to documents which are being filed in support or otherwise in furtherance of a previous filing made in paper format. By way of example, a final prospectus that is filed on or after the electronic filer's phase-in date in respect of a preliminary prospectus filed in paper format prior to that date, shall be filed in paper format.

NORME CANADIENNE 13-101

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES,
D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

ANNEXE C

L'AGENT RESPONSABLE

TERRITOIRE
INTÉRESSÉ AGENT
RESPONSABLE

Alberta	Executive Director, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Alberta)
Colombie-Britannique	Executive Director, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Colombie-Britannique)
Île-du-Prince-Édouard	Registrar of Securities, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Île-du-Prince-Édouard)
Manitoba	Le Directeur, au sens du paragraphe 4(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Manitoba)
Nouveau-Brunswick	L'Administrateur, au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur la protection contre les fraudes en matière de valeurs</i> (Nouveau-Brunswick)
Nouvelle-Écosse	Director of Securities, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Nouvelle-Écosse)
Ontario	Le Directeur, au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Ontario)
Québec	La Commission des valeurs mobilières du Québec, continuée selon la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Québec)
Saskatchewan	Director, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Saskatchewan)
Terre-Neuve	Director of Securities, désigné selon l'article 7 du <i>Securities Act</i> (Terre-Neuve)

NATIONAL INSTRUMENT 13-101

SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT
ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)

APPENDIX C

REGULATOR

LOCAL
JURISDICTION

REGULATOR

ALBERTA	Executive Director, as defined under Section 1 of the <i>Securities Act</i> (Alberta).
BRITISH COLUMBIA	Executive Director, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (British Columbia).
PRINCE EDWARD ISLAND	Registrar of Securities, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Prince Edward Island).
MANITOBA	Director, as defined under subsection 4(1) of the <i>Securities Act</i> (Manitoba).
NEW BRUNSWICK	Administrator of Securities, as defined under section 1 of the <i>Security Frauds Prevention Act</i> (New Brunswick).
NOVA SCOTIA	Director of Securities, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Nova Scotia).
ONTARIO	Director, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Ontario).
QUEBEC	The <i>Commission des valeurs mobilières du Québec</i> continued under the <i>Securities Act</i> (Québec).
SASKATCHEWAN	Director, as defined in section 1 of the <i>Securities Act</i> (Saskatchewan).
NEWFOUNDLAND	Director of Securities, designated under section 7 of the <i>Securities Act</i> (Newfoundland).

Territoires du Nord-Ouest	Registrar of Securities, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Territoires du Nord-Ouest)	NORTHWEST TERRITORIES	Registrar of Securities, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Northwest Territories).
Territoire du Yukon	Registrar of Securities, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Territoire du Yukon)	YUKON TERRITORY	Registrar of Securities, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Yukon Territory).

NORME CANADIENNE 13-101

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES,
D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

ANNEXE D

LES DIRECTIVES CANADIENNES
EN VALEURS MOBILIÈRESTERRITOIRE
INTÉRESSÉ

TEXTES

Alberta

Les instructions générales et
les interprétations publiées
par l'autorité en valeurs
mobilières

Colombie-Britannique

Les instructions générales et
les interprétations publiées
par l'autorité en valeurs
mobilières

Île-du-Prince-Édouard

Les instructions générales et
les interprétations publiées
par l'autorité en valeurs
mobilières

Manitoba

Les instructions générales et
les interprétations publiées
par l'autorité en valeurs
mobilières

Nouveau-Brunswick

Les instructions générales et
les interprétations publiées
par l'autorité en valeurs
mobilières

Nouvelle-Écosse

Les instructions générales et
les interprétations publiées
par l'autorité en valeurs
mobilières

Ontario

Néant

Québec

Les instructions générales et
les interprétations publiées
par l'autorité en valeurs
mobilières

Saskatchewan

Les instructions générales et
les interprétations publiées
par l'autorité en valeurs
mobilières

NATIONAL INSTRUMENT 13-101

SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT
ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)

APPENDIX D

CANADIAN SECURITIES DIRECTIONS

LOCAL
JURISDICTION

INSTRUMENTS

ALBERTA

The policy statements and the
written interpretations issued by
the securities regulatory author-
ity.BRITISH
COLUMBIAThe policy statements and the
written interpretations issued by
the securities regulatory author-
ity.PRINCE EDWARD
ISLANDThe policy statements and the
written interpretations issued by
the securities regulatory author-
ity.

MANITOBA

The policy statements and the
written interpretations issued by
the securities regulatory author-
ity.

NEW BRUNSWICK

The policy statements and the
written interpretations issued by
the securities regulatory author-
ity.

NOVA SCOTIA

The policy statements and the
written interpretations issued by
the securities regulatory author-
ity.

ONTARIO

None.

QUÉBEC

The policy statements and the
written interpretations issued by
the securities regulatory author-
ity.

SASKATCHEWAN

The policy statements and the
written interpretations issued by
the securities regulatory author-
ity.

Terre-Neuve	Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières	NEWFOUNDLAND	The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.
Territoires du Nord-Ouest	Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières	NORTHWEST TERRITORIES	The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.
Territoire du Yukon	Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières	YUKON TERRITORY	The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

NORME CANADIENNE 13-101

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES,
D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

ANNEXE E

LA LÉGISLATION CANADIENNE
EN VALEURS MOBILIÈRESTERRITOIRE
INTÉRESSÉ

TEXTES

Alberta

Le *Securities Act*, les règlements du gouvernement et de l'autorité en valeurs mobilières pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières

Colombie-
Britannique

Le *Securities Act*, les règlements du gouvernement et de l'autorité en valeurs mobilières pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières

Île-du-Prince-
Édouard

Le *Securities Act*, les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières

Manitoba

La *Loi sur les valeurs mobilières*, les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières

Nouveau-
Brunswick

La *Loi sur la protection contre les fraudes en matière de valeurs*, les règlements pris en application de cette loi et les décisions prononcées par l'autorité en valeurs mobilières

Nouvelle-Écosse

Le *Securities Act*, les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières

Ontario

La *Loi sur les valeurs mobilières* et les règlements du gouvernement et de l'autorité en valeurs mobilières pris en application de cette loi

NATIONAL INSTRUMENT 13-101

SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT
ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)

APPENDIX E

CANADIAN SECURITIES LEGISLATION

LOCAL
JURISDICTIONSTATUTE AND OTHER
INSTRUMENTS

ALBERTA

Securities Act and the regulations and rules under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.

BRITISH
COLUMBIA

Securities Act and the regulations, rules and forms under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.

PRINCE EDWARD
ISLAND

Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.

MANITOBA

The Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.

NEW BRUNSWICK

Security Frauds Prevention Act and the regulations under that Act and the orders issued by the securities regulatory authority.

NOVA SCOTIA

Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.

ONTARIO

The Securities Act and the regulations and rules under that Act.

Québec	La <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	QUÉBEC	The Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
Saskatchewan	Le <i>Securities Act</i> , les règlements du gouvernement et de l'autorité en valeurs mobilières pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	SASKATCHEWAN	The Securities Act and the regulations and rules under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
Terre-Neuve	Le <i>Securities Act</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	NEWFOUNDLAND	The Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
Territoires du Nord-Ouest	Le <i>Securities Act</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	NORTHWEST TERRITORIES	The Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
Territoire du Yukon	Le <i>Securities Act</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	YUKON TERRITORY	Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.

NORME CANADIENNE 13-101

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES,
D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

ANNEXE F

LES AUTORITÉS CANADIENNES
EN VALEURS MOBILIÈRES

TERRITOIRE INTÉRESSÉ	AUTORITÉ EN VALEURS MOBILIÈRES
Alberta	<i>Alberta Securities Commission</i>
Colombie- Britannique	<i>British Columbia Securities Commission</i>
Île-du-Prince- Édouard	<i>Registrar of Securities, Île-du- Prince-Édouard</i>
Manitoba	Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Nouveau- Brunswick	Bureau de l'administrateur, Nouveau-Brunswick
Nouvelle-Écosse	<i>Nova Scotia Securities Commission</i>
Ontario	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Québec	Commission des valeurs mobilières du Québec
Saskatchewan	<i>Saskatchewan Securities Commission</i>
Terre-Neuve	<i>Securities Commission of Newfoundland</i>
Territoires du Nord-Ouest	<i>Securities Registry, Government of the Northwest Territories</i>
Territoire du Yukon	<i>Registrar of Securities, Government of the Yukon Territory</i>

NATIONAL INSTRUMENT 13-101

SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT
ANALYSIS AND RETRIEVAL (SEDAR)

APPENDIX F

CANADIAN SECURITIES
REGULATORY AUTHORITIES

LOCAL JURISDICTION	SECURITIES REGULATORY AUTHORITY
ALBERTA	Alberta Securities Commission
BRITISH COLUMBIA	British Columbia Securities Commission
PRINCE EDWARD ISLAND	Registrar of Securities, Prince Edward Island
MANITOBA	The Manitoba Securities Commission
NEW BRUNSWICK	Office of the Administrator, New Brunswick
NOVA SCOTIA	Nova Scotia Securities Commission
ONTARIO	Ontario Securities Commission
QUÉBEC	<i>The Commission des valeurs mobilières du Québec</i>
SASKATCHEWAN	Saskatchewan Securities Commission
NEWFOUNDLAND	Securities Commission of Newfoundland
NORTHWEST TERRITORIES	Securities Registry, Government of the Northwest Territories
YUKON TERRITORY	Registrar of Securities, Government of the Yukon Territory